SSOAR

Open Access Repository
www.ssoar.info

Le Mémorial de Sighet, entre "devoir de mémoire" et contraintes de l'histoire: Analyse sociologique d'une réussite improbable

Constantin, Anemona

Veröffentlichungsversion / Published Version
Zeitschriftenartikel / journal article

Empfohlene Zitierung / Suggested Citation:
Constantin, A. (2018). Le Mémorial de Sighet, entre "devoir de mémoire" et contraintes de l'histoire: Analyse sociologique d'une réussite improbable. *Studia Politica: Romanian Political Science Review*, *18*(3), 507-543. https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssoar-60116-5

Nutzungsbedingungen:
Dieser Text wird unter einer CC BY-NC-ND Lizenz (Namensnennung-Nicht-kommerziell-Keine Bearbeitung) zur Verfügung gestellt. Nähere Auskünfte zu den CC-Lizenzen finden Sie hier:
https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/1.0/deed.de

Terms of use:
This document is made available under a CC BY-NC-ND Licence (Attribution-Non Comercial-NoDerivatives). For more Information see:
https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/1.0

gesis
Leibniz-Institut
für Sozialwissenschaften

Mitglied der
Leibniz-Gemeinschaft

Le Mémorial de Sighet, entre « devoir de mémoire » et contraintes de l'histoire. Analyse sociologique d'une réussite improbable*

ANEMONA CONSTANTIN**
(Université Paris Nanterre)

Résumé

Initié au début des années 1990 par la Fondation de l'Académie Civique dans un contexte de grande réticence politique aux discours critiques sur l'ancien régime communiste, le Mémorial des Victimes du Communisme et de la Résistance de Sighet s'est imposé rapidement dans l'espace public national et européen. Cet article étudie les ressorts de cette réussite. À la différence des travaux consacrés au sujet qui mettent l'accent sur la rhétorique de l'engagement désintéressé de la « société civile » dans le projet de « décommunisation de la société », notre enquête se propose de l'analyser en mobilisant une perspective sociologique. L'attention portée au devenir biographique des acteurs impliqués nous renseigne ainsi sur les intérêts spécifiques que sous-tend leur investissement dans le projet du Mémorial et sur les liens serrés qu'ils entretiennent avec les discours de criminalisation du passé communiste.

Mots-clés : Le Mémorial de Sighet, histoire/mémoire du communisme, gestion du passé communiste, sociologie des intellectuels, démocratisation.

Introduction

Créée en 1994 par le couple d'écrivains Ana Blandiana et Romulus Rusan, la Fondation l'Académie Civique représente l'une des plus proéminentes organisations anticommunistes de la Roumanie post-1989. Sa notoriété dans l'espace public est liée à l'imposition d'un discours de dénonciation des crimes politiques de l'ancien régime, que la Fondation diffuse via son principal projet - le Mémorial des Victimes du Communisme et de la Résistance (le Mémorial). Situé à Sighet, au nord de la Roumanie, le site est déclaré dès son ouverture, le 20 juin 1997, « ensemble d'intérêt national » et son financement pris partiellement en charge par l'État.[1] En 1998 le Conseil de l'Europe inscrit le

* Cette recherche a été financée par le Ministère de la Recherche et de l'Innovation de Roumanie - CNCS - UEFISCDI, au sein du projet PN-III-P1-1.1-TE-2016-1063, PNCDI III.

Mémorial sur la liste des principaux lieux de conservation de la mémoire du continent aux côtés du Mémorial d'Auschwitz et du Mémorial de la Paix de Normandie.[2] En 2001, il est inclus parmi les principaux objectifs touristiques des itinéraires culturels européens.[3] Le 1er mars 2018, le Mémorial reçoit le Label « Patrimoine Européen » ensemble avec 9 autres sites, accordé par la Commission européenne aux monuments symbolisant « la lutte pour l'histoire, l'intégration, les idéaux et les valeurs européennes ».[4]

Comment expliquer l'étonnante réussite de cette entreprise qui d'une initiative privée, développée au départ dans un contexte socio-politique défavorable aux discours de décommunisation et justice post-dictatoriale, devient en moins de cinq ans le principal « lieu de mémoire » des victimes du communisme de Roumanie et, par la suite, un site de référence au niveau européen ?

L'activité de l'Académie Civique fait l'objet de plusieurs travaux. D'une part, une littérature portant sur les processus de décommunisation en Roumanie souligne le rôle clef de la Fondation dans la promotion d'un discours démocratique, basée sur la dénonciation des crimes du communisme. Selon ces auteurs, dans un contexte d'« oubli officiel » du passé, promu par les anciennes élites communistes qui reprennent le pouvoir après la chute de Nicolae Ceaușescu, l'Académie Civique est un acteur pionnier dans la lutte contre l'impunité et l'« amnésie », une cause intrinsèquement liée aux valeurs de la démocratie libérale et de l'État de droit.[5] Cette approche triomphaliste sur le rôle de la société civile dans le processus de justice transitionnelle n'a pourtant pas engagé d'analyse critique des discours que différents acteurs formulent sur la justice et la démocratisation post-1989. De même, ces travaux expliquent

---

** Anemona Constantin est doctorante en Sciences Politiques à l'Université Paris Nanterre (France). Actuellement elle prépare une thèse intitulée « Usages politiques du passé fasciste et communiste en Roumanie après 1989. Débats intellectuels et (ré)écriture de l'histoire récente (1989-2017) » (anemona.constantin@hotmail.fr).

1 La Loi n° 95/1997 regardant la déclaration du complexe «Mémorial des victimes du communisme et de la résistance à Sighet» comme ensemble d'intérêt national accorde au Mémorial une subvention, mais ne parvient pas à couvrir entièrement les besoins budgétaires du Musée, *Monitorul oficial*, n° 121, 12 juin 1997.

2 Cf. http://www.memorialsighet.ro/memorialul/. (Consulté le 23 juin 2018).

3 Comme annoncé par le site web du Mémorial Sighet, http://www.memorialsighet.ro/memorialul-sighet-inclus-in-programul-itinerarii-culturale-europene-al-consiliului-europei/. (Consulté le 23 juin 2018).

4 Cf. http://www.lapunkt.ro/2018/03/memorialul-sighet-primit-marca-patrimoniului-european/. (Consulté le 18 juillet 2018).

5 Alexandru Gussi, *Usages du passé et démocratisation : Le rapport des partis politiques roumains au passé communiste*, Thèse de doctorat en science politique, Institut d'Études Politiques, Paris, 2007; Lavinia Stan, *Transitional Justice in Post-Communist Romania*, New York, Cambridge University Press, 2013.

l'engagement des militants de la décommunisation seulement par leur perçu idéalisme, sans examiner leurs intérêts d'ordre politique et professionnel.

D'autre part, une littérature plus critique se penche sur la déconstruction des discours produits par l'Académie Civique sur l'ancien régime et sur le projet démocratique qui devait s'en suivre.[6] Selon ces travaux, plus qu'un récit de type libéral et inclusif quant à la mémoire des deux dictatures du XX^{ème} siècle (le fascisme et le communisme), l'Académie Civique propose un récit de restauration de l'ordre politique de l'entre-deux-guerres qui ne remet pas en question les engagements fascistes de la période[7] et qui reprend parfois les modèles communistes manichéens de représentation du passé.[8] Bien que plus heuristique pour comprendre la complexité des discours anti-communistes de la Roumanie post-1989, cette littérature manque à son tour de s'attaquer à la question des rapports entre ces récits sur le passé national et les trajectoires politiques et professionnelles de leurs producteurs. De même, elle n'aboutit pas à expliquer le succès de ces discours dans l'espace public roumain, malgré les nombreuses limites que différents historiens et sociologues ont souligné.[9]

Inspirée par les travaux de Pierre Bourdieu sur les mécanismes de reproduction sociale[10] et sur l'habitus comme système de dispositions durables structurant les représentations des acteurs,[11] notre recherche considère que ce n'est qu'à la lumière de leurs devenirs biographiques que deviennent intelligibles les propos sur le passé national et la transformation post-dictatoriale de la Roumanie. Menée dans l'esprit d'une rupture avec les simples analyses de discours qui ignorent l'identité sociologique de leurs producteurs, notre article l'étudie en relevant ses liens avec les différentes prises de position individuelles et collectives. En plus de mettre en lumière l'articulation entre les trajectoires socioprofessionnelles des agents sociaux et leurs discours, cette perspective montre que le succès du Mémorial de Sighet est le résultat des efforts déposés par des intellectuels qui cherchent à se repositionner dans le

---

6 James Mark, *The Unfinished Revolution : Making Sense of the Communist Past in Central-Eastern Europe*, New Haven, Yale University Press, 2010; Simina Bădică, *Curating Communism. A Comparative History of Museological Practices in Post-War (1946-1958) and Post-Communist Romania*, Dissertation in History for the Degree of Doctor in Philosophy, CEU Budapest, 2013; Maté Zombory, « The birth of the memory of Communism: memorial museums in Europe », *Nationalities Papers*, vol. 45, n° 6, 2017.

7 Voir le cas de Ion Gavrilă Ogoranu, légionnaire, combattant anticommuniste et ancien prisonnier politique, invité constant aux Écoles d'été de Sighet, William Totok, Elena-Irina Macovei, *Între mit și bagatelizare*, Iași, Polirom 2016.

8 Simina Bădică, *Curating Communism ... cit.*, pp. 275-293.

9 Par exemple : Vasile Ernu et al. , *Iluzia anticomunismului*, Chișinău, Cartier, 2008.

10 Pierre Bourdieu, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit, 1979.

11 Pierre Bourdieu, *Le Sens pratique*, Minuit, Paris, France, 1980.

champ social après le bouleversement de 1989 afin de conserver ou d'augmenter leur capital culturel, social ou économique.[12]

Dans une première partie, l'article examine la composition sociologique des groupes impliqués dans la mise en œuvre de l'Académie Civique et du Mémorial de Sighet à partir d'une analyse de leurs trajectoires biographiques qui mobilise des entretiens avec les principaux acteurs, des documents d'archives, des informations mises en ligne sur les sites officiels des institutions, des dictionnaires de personnalités et des témoignages. Les ouvrages édités sous l'égide de l'Académie Civique, les débats des Écoles d'été de Sighet (le projet éducationnel le plus important de la Fondation) publiés en volume, tout comme les informations réunies sur le site web du Mémorial constituent la base empirique d'une seconde partie consacrée aux récits produits au sein de cette entreprise collective. Les rapports que ces discours entretiennent avec les positions occupées par leurs auteurs d'un côté, et avec le contexte politique de la Roumanie postcommuniste d'un autre côté, nous intéressent tout particulièrement. Ils permettent de comprendre combien la réussite du Mémorial doit à la réunion de personnalités reconnues, à leur capacité à mettre en place de réseaux de mobilisation transnationaux et à servir une cause exploitable politiquement après la chute du régime communiste en 1989. De même, l'article démontre que plus qu'une forme d'engagement désintéressé en faveur de la démocratisation, la mobilisation des militants de l'Académie Civique représente une forme de placement de certains capitaux symboliques et économiques dans une entreprise mémorielle visant à assurer l'affirmation de groupes d'acteurs particuliers.

Entre histoire et mémoire : trajectoires biographiques des acteurs de l'Académie Civique

Constituée en 1994 à l'initiative des écrivains Ana Blandiana et Romulus Rusan,[13] la Fondation l'Académie Civique se propose de créer un Mémorial des Victimes du Communisme et de la Résistance qui devienne un pôle de référence dans la dénonciation des crimes politiques de l'ancien régime. Le contexte est favorable à une telle entreprise. Le Front du Salut National (FSN), parti politique dirigé par des anciens membres de la nomenklatura ayant repris le pouvoir après la chute de Nicolae Ceaușescu et qui domine la scène politique depuis décembre 1989, favorise un discours d'occultation de la

[12] Pierre Bourdieu, *La distinction ... cit.*, p. 145.
[13] Cf. http://www.memorialsighet.ro/fundatia-academia-civica/. (Consulté le18 juillet 2018).

répression communiste et une pratique de continuité institutionnelle avec l'ancien régime.[14]

Pour parvenir à son but, l'Académie commence par chercher des financements et un lieu de référence capable de servir ses objectifs, qu'elle trouve finalement dans l'ancienne prison de Sighet, connue pour avoir enfermé des détenus politiques entre 1950 et 1955, et qui est en ruine au début des années 1990. En même temps, l'organisation se dote d'un petit centre de recherche qui, en l'absence de matériaux en provenance des Archives nationales,[15] réunisse des sources d'information alternatives (livres, témoignages, documents officiels et privées, lettres, photographies, journaux, etc.) permettant l'emménagement d'un Musée à l'intérieur de l'ancienne prison.[16] La mise en œuvre et le fonctionnement du Mémorial au quotidien sont possibles grâce à l'implication de plusieurs groupes d'acteurs. Tout d'abord des élites intellectuelles de la période communiste converties à l'entreprenariat de mémoire[17] qui investissent le Conseil directeur de la Fondation. Ensuite, des jeunes diplômés en histoire, en journalisme et communication ou en sciences politiques qui constituent le personnel du Mémorial. Enfin, des personnalités académiques ou dissidentes qui animent le Conseil scientifique du laboratoire de recherche historienne créé auprès de l'Académie Civique. Chacun parmi ces trois groupes occupe un pallier stratégique de positions au sein de l'organisation avec ses deux branches - le Musée des Victimes du Communisme et de la Résistance et le Centre International d'Études sur le Communisme (CISC). Un quatrième groupe formé par les financeurs du Mémorial s'y ajoute, dont la composition est étudiée dans une section à part de notre article.

L'analyse prosopographique des trois premiers groupes indique que chacun contribue avec sa part de légitimité au bien commun de l'entreprise : le premier apporte la notoriété publique et le prestige professionnel, le deuxième, son savoir-faire en matière d'exploitation des preuves empiriques assurant la crédibilité de l'édifice discursif du Mémorial, le troisième enfin, y ajoute la

---

[14] Alexandru Gussi, *Usages du passé et démocratisation, ... cit.*, pp. 203-210 ; Raluca Grosescu, « Judging Communist Crimes in Romania : Transnational and Global Influences », *International Journal of Transnational Justice*, vol. 11, n° 3, novembre 2017, pp. 505-524.

[15] Les Archives nationales offrent un accès restrictif aux fonds de la période communiste jusqu'au milieu des années 2000. Voir Irina Gridan, « Comment écrit-on aujourd'hui l'histoire de la diplomatie roumaine des années communistes ? », Sonia Combe (dir.), *Archives et histoire dans les sociétés postcommunistes*, La Découverte, Paris, France, 2009, pp. 123-128.

[16] Cf. http://www.memorialsighet.ro/centrul-international-de-studii-asupra-comunismului/. (Consulté le 18 juillet 2018).

[17] Le terme d'« entrepreneurs de mémoire (et par extension ' entreprenariat de mémoire') » est emprunté à Michael Pollack qui l'utilise en référence aux « entrepreneurs de morale » de Howard Becker pour suggérer qu'à travers leurs activités ces acteurs produisent des normes morales qu'ils cherchent à conserver, Michael Pollack, *Une identité blessée. Études de sociologie et d'histoire*, Métaillé, Paris, France, 1993, pp. 15-39.

légitimité scientifique de l'histoire académique et la crédibilité morale de la « mémoire » des témoins. Organisation d'un type nouveau en absence d'une culture du respect de la victime s'articulant à peine en Roumanie au début des années 1990,[18] l'Académie Civique a de par la réunion de ces collectifs un statut hybride, reposant au départ sur des légitimités d'emprunt, celles des écrivains à l'origine de l'entreprise, celle des anciens prisonniers politiques, enfin celle des historiens qui rejoignent le Mémorial plus tard. La nécessité de l'alliance de ces acteurs en dit long sur la recevabilité limitée des récits dénonçant le communisme en Roumanie après 1989 et sur l'absence d'un lieu reconnu de production de discours critiques sur ce passé ou d'une instance nationale d'homologation des récits de condamnation.[19] Elle en dit également long sur le travail de mobilisation déposé par le couple Blandiana-Rusan, contraint par le refus du Conseil de l'Europe de financer dans un premier temps le projet[20] de trouver sur le champ les ressources nécessaires à sa mise en œuvre.

Une parmi ces ressources est la coalisation des personnalités qui disposent déjà de capitaux sociaux et économiques forts. Une deuxième consiste dans la capacité de ces acteurs à générer des réseaux transnationaux qui fonctionnent comme des canaux de communication, de circulation des idées et de financement du Mémorial. Quel est concrètement le profil de ces groupes qui se coalisent autour de l'Académie Civique ?

La direction de l'Académie Civique : un espace élitaire

Le premier groupe qui structure l'activité de la Fondation l'Académie Civique entre 1994 et 2018 est le Conseil directeur. Dirigé par Ana Blandiana,

[18] On considère les « victimes du communisme » comme une catégorie sociale dont la visibilité dans l'espace public et politique au début des années 1990 n'est pas donnée, mais représente le résultat d'un long processus d'objectivation auquel le Mémorial de Sighet participe en tant que l'un des principaux promoteurs. Cette remarque nous a été inspirée par le travail de Stéphane Latté sur l'émergence de la catégorie de « victimes » dans l'espace public français, Stéphane Latté, *« Les victimes » : la formation d'une catégorie sociale improbable et ses usages dans l'action collective*, Thèse de doctorat en études politiques, EHESS, Paris, 2008.

[19] À l'exception des associations des anciens prisonniers politiques de Roumanie qui cherchent avant tout l'obtention de réparations et de compensations matérielles pour les persécutions subies avant 1989 et de l'Institut National pour l'Étude du Totalitarisme (1993), les institutions de production (historiographique, mémorielle, muséale) de discours critiques sur les crimes politiques du régime communiste sont quasi-inexistants en Roumanie au début des années 1990.

[20] La Commission européenne, le programme PHARE et le Conseil de l'Europe refusent le financement du Mémorial Sighet soit par manque de fonds soit en arguant que « le but du projet n'est pas assez clairement défini », cf. Ana Blandiana, Romulus Rusan, « Le Mémorial Sighet ou la mémoire : une forme de justice », *Communisme*, n°59/60, 1999, pp. 221-222.

le conseil compte quatre vice-présidents et six à sept membres qui changent au cours du temps en raison de plusieurs décès.[21]

Intellectuels de plusieurs générations qui se succèdent entre 1915 et 1975, la majorité des membres du Conseil directeur sont nés entre 1935 et 1945. Ainsi, au moment de la chute du régime communiste, ils se trouvent en pleine maturité professionnelle. Personnalités reconnues dans leur domaine d'activité (littérature et journalisme, télévision et cinéma, architecture, ingénierie ou médecine), leurs carrières recouvrent un spectre large, des métiers techniques aux vocations artistiques.

L'étude des trajectoires biographiques révèle pour l'ensemble de ces acteurs une progression constante au niveau des carrières avec le cumul de hautes positions institutionnelles (rédacteurs en chefs, réalisateurs télé, membres ou directeurs des commissions d'experts ou d'institutions) et des distinctions symboliques (prix et ordres de mérite, invitations à siéger dans différents comités et instances d'expertise). Garantie de probité, l'accomplissement professionnel et la notoriété publique semblent avoir beaucoup compté dans la sélection des membres du Conseil directeur de l'Académie Civique assurant en retour sa reconnaissance publique. Inversement, comme le Tableau n° 1 l'indique, plusieurs acteurs connaissent un nouvel essor en carrière après 1989 dans un contexte de révision des hiérarchies professionnelles après la chute du régime communiste.[22] Si ces promotions facilitent pour certains protagonistes la bifurcation vers le militantisme politique, associatif ou mémoriel, celui-ci vient en échange contribuer à la progression de leurs carrières illustrant le jeu d'intérêts croisés que sous-tend la critique de la période communiste lorsque la conjoncture y est favorable dans l'après-1989.

La présence de ces personnalités au sein de l'Académie Civique est conditionnée en même temps par des sociabilités et des affinités antérieures à la mise en œuvre de l'organisation. Plusieurs membres de la Fondation figurent comme fondateurs de l'Alliance Civique,[23] qui à côté du Parti National Paysan Chrétien-Démocrate (PNȚCD), du Parti National Libéral (PNL) ou du Groupe pour le Dialogue Social (GDS), apparaît comme l'un de ses principaux réseaux de recrutement. Créés dans l'immédiat 1990 pour faire opposition à la montée du FSN, l'ensemble de ces organisations d'orientation centre-droite se disent

---

[21] Pour la composition du Conseil directeur, voir Tableau n° 1.

[22] Par exemple Lucia Hossu-Longin, Nicolae Noica, Dinu Antonescu, Sorin Ilieșiu, Marius Smighelschi, Gheorghe Mihai Bârlea. Pour une analyse plus ample de ce phénomène voir les observations de Mihai Dinu Gheorghiu, *Intelectualii în câmpul puterii : morfologii și traiectorii sociale*, Polirom, Iași, 2007, pp. 333-347.

[23] Cf. le document « De la Alianța civică : istoric, fondatori, documente, activitate (I) », consultable sur le blog de Valerian Stan, http://www.valerianstan.ro/admin/ spaw/ uploads/files/3DeLaA.C.pdf. (Consulté le 24 août 2018).

alors radicalement « anticommunistes ». Elles réclament le retrait de la vie politique des anciens membres de la nomenklatura dont est composé en majorité le FSN, au pouvoir jusqu'en 1996. Se partageant plusieurs acteurs clef avec ces formations, l'Académie Civique en vient donc d'emblée à se positionner dans le camp de l'opposition politique et remplir d'une certaine manière le rôle d'annexe de production symbolique auprès de la très active Alliance Civique dans la lutte contre le « néocommuniste » FSN.[24]

Pourtant, certaines personnalités du Conseil directeur de la Fondation sont des anciens membres du Parti Communiste Roumain (PCR) ou de ses organisations de jeunesse (Ana Blandiana, Romulus Rusan, Lucia Hossu-Longin, Nicolae Noica, Sorin Ilieșiu). Pour eux, l'Académie Civique incarne donc non seulement un excellent débouché ou complément professionnel dans le basculement d'après 1989, mais aussi un stimulateur d'ajustement ou de réajustement politique. En regardant de plus près les relations de ces protagonistes à l'ancien régime, certains cas de conversion restent toutefois à nuancer.

En tant que descendants d'anciens prisonniers politiques (Ana Blandiana, Romulus Rusan, Lucia Hossu-Longin, Nicolae Noica), plusieurs membres de l'Académie Civique héritent d'une relation problématique au PCR. Son arrivée au pouvoir en 1947 est synonyme pour eux de rupture biographique, puisque la condamnation de leurs parents à de lourdes peines de prison a des répercussions directes sur leurs parcours. Traités souvent comme des « indésirables » en début de carrière (Ana Blandiana, Romulus Rusan), ils sont contraints au milieu des années 1950 d'affirmer leur allégeance au régime afin de pouvoir poursuivre leurs vocations.[25] À la lumière de ces données, pour pouvoir être dûment envisagés, les ralliements plus ou moins forcés au PCR doivent être replacés dans le contexte des conditionnements politiques de l'époque. De la même manière, leur anticommunisme des années 1990 demande à être évalué en intégrant ces éléments biographiques. Si l'acceptation d'un rôle plus ou moins actif au sein du PCR, n'empêche pas ces intellectuels de bénéficier des privilèges auxquels donne accès la soumission politique (promotions dans la carrière, voyages à l'étranger), en revanche, cette apparente adhésion au régime n'est pas au final exempte d'épisodes de révolte politique. Plus connus, les cas de Ana Blandiana, auteure à deux reprises (1984, 1988) de poèmes subversifs[26] suite auxquels elle est interdite de publication, ou de Aurelian Trișcu qui signe en 1985 un Mémoire pour la sauvegarde des

[24] *Ibidem.*

[25] Dossier R/298 (Rusan Romulus), ANIC, Fonds CC de l'UTC, Section « Cadres », f. 9 ; Dossier R/119 (Rusan Otilia), ANIC, Fonds CC de l'UTC, Section « Cadres », f. 3.

[26] Cristina Petrescu, *From Robin Hood to Don Quixote*, Editura Enciclopedică, București, 2013, pp. 339-340.

monuments historiques adressé à Nicolae Ceaușescu[27] sont parlants. En même temps il faut souligner que ces éclats ne basculent jamais vers l'entrée dans une dissidence durable,[28] révélant des rapports ambigus au régime communiste, traversés par une tension entre une loyauté feinte et des accès de prise de parole contre l'ordre établi de courte durée.

Il apparaît ainsi que l'engagement postrévolutionnaire pour la mémoire des victimes du communisme s'inscrit paradoxalement à la fois dans la continuité des pratiques antérieures d'opposition et de docilité politique mais qui changent après 1989 de référent. À cet égard, à l'enrégimentement généralisé dans le Parti dans les années 1960, quand la plupart des fondateurs de la Fondation suivent cette voie, succède après la chute de l'ancien régime l'exemple éclatant de la dissidence intellectuelle est-européenne qui devient ailleurs une alternative au pouvoir communiste.[29] Sous cet angle, l'entreprise mémorielle de l'Académie Civique prolonge une opposition « compensatoire » au communisme par une révolte contre l'actuel régime.[30] En même temps, à l'aune des transformations qui se produisent ailleurs dans la région à l'époque et des modèles d'engagement des clercs dans les affaires de la cité postcommuniste, la Fondation incarne une tentative de conservation d'une position d'avant-garde dans la société par les élites intellectuelles.

Mélange savant de conformisme et d'anticonformisme politique, l'Académie Civique cherche donc à devenir le véhicule de la « transition à la démocratie » et du changement qu'elle souhaite incarner. Située à la lisière de plusieurs champs (académique, politique, associatif, juridique), elle invente à cette fin non pas une nouvelle forme d'intervention publique mais plus encore, un nouvel espace qui est celui de l'entreprenariat de mémoire.

Le Mémorial de Sighet: pépinière des artisans de l'anticommunisme historique

En plus des membres de la direction, le complexe de Sighet fonctionne grâce à une équipe de jeunes historiens, muséographes, journalistes et guides touristiques. Nés majoritairement entre la fin des années 1970 et le début des années 1980, beaucoup parmi ceux-ci sont encore étudiants (histoire, géographie, sciences politiques, communication) lorsqu'ils commencent à

---

[27] Dinu C. Giurescu, « Dărâmările au început în forţă în Bucureşti II », RADOR, http://www.rador.ro/2016/04/22/daramarile-au-inceput-in-for%E1%B9%ADa-in-bucuresti. (Consulté le 24 août 2018).

[28] Cristina Petrescu, *From Robin Hood to Don Quixote … cit.*, pp. 275-276.

[29] On pense aux cas de la Pologne et de la Tchécoslovaquie après 1989.

[30] Marius Lazăr, « Writers, Intellectuals, Politics: the Transformations of the cultural Field in Post-Communist Romania », *Studia UBB Sociologia*, vol. LX, n°1, 2015, p. 145.

travailler sous la supervision de Romulus Rusan comme volontaires au sein du Mémorial. Leur principale mission consiste alors dans la collecte des données et des témoignages des prisonniers politiques, nécessaires à l'emménagement du Musée.[31] Mais au fur et à mesure que l'installation de l'ancienne prison de Sighet touche à sa fin, l'activité du CISC s'« autonomise » et d'un centre de recherche au service exclusif du Mémorial, il commence à fonctionner comme un laboratoire de production scientifique à part entière. La constitution d'une équipe de permanents s'impose alors. Recrutés majoritairement parmi les anciens volontaires, ses membres déroulent dès lors des activités de recherche, s'impliquent dans l'organisation des Écoles d'été et des symposiums qui ont lieu à Sighet, imaginent de nouvelles activités et assument parfois des responsabilités administratives au sein de la Fondation comme c'est le cas de l'historienne Ioana Boca, vétérane de l'Académie Civique, dont elle est à présent la directrice exécutive.

Fonctionnant dans un premier temps comme un milieu formateur aux métiers de la recherche, le Mémorial devient progressivement un débouché professionnel digne d'intérêt pour les jeunes universitaires au moment même où le marché du travail pour les spécialistes en histoire commence à être saturé.[32] Riche d'un fonds archivistique important,[33] la structure façonne les intérêts de recherche des acteurs qui intègrent l'entreprise. Cette influence est visible tant au niveau des thématiques choisies qu'au niveau des cursus poursuivis qui donnent sa note dominante au Mémorial, à savoir : l'univers concentrationnaire et la répression au temps du régime communiste, la résistance armée ou non-violente au régime et aux relations diplomatiques développées durant les années 1950.[34]

Les besoins du Mémorial semblent en même temps influencer le parcours des chercheurs recrutés qui adaptent leur cursus universitaire aux axes thématiques du CISC. Après avoir débuté leurs activités au sein du Centre, plusieurs acteurs enrichissent leur CV avec un nouveau diplôme universitaire (de deuxième ou de troisième cycle) en histoire contemporaine (Ioana Boca, Virginia Ion, Andreea Cârstea, Norbert Kondrád) ou en sciences de la communication (Andreea Cârstea). D'autres poursuivent des formations spécialisées (muséographie, langues étrangères) pour répondre aux besoins du Mémorial (Andrea Dobeș-Fürtös, Robert Fürtös, Ildiko Gabriela Kadar).[35]

---

31 Cf. http://www.memorialsighet.ro/, (Consulté le 25 août 2018).

32 Bogdan Murgescu, *A fi istoric în anul 2000*, București, ALL Educational, 2000, pp. 94-95.

33 Ana Blandiana, Romulus Rusan, « Le Mémorial Sighet» …cit., p. 220.

34 Cf. le site web du CISC, http://www.memorialsighet.ro/centrul-international-de-studii-asupra-comunismului/. (Consulté le 23 août 2018).

35 Selon les informations disponibles sur http://www.memorialsighet.ro/echipa-centrului-international-de-studii-asupra-comunismului/ et http://www.memorialsighet.ro/echipa-muzeului-memorial/. (Consultés le 23 août 2018).

Jeunes, à dominante féminine et surdiplômées, formées et professionnalisées au sein du Mémorial, les équipes du CISC et du Musée diffèrent radicalement de la composition du Conseil scientifique.

Le Conseil scientifique : réseaux transnationaux et survie académique

Formé d'intellectuels internationalement reconnus et entièrement masculin, le Conseil scientifique du CISC nous apparaît comme hautement légitime sous rapport académique. Dirigé par Romulus Rusan, il réunit dix personnalités consacrées dans leurs domaines d'activité : cinq historiens (Thomas S. Blanton, Stéphane Courtois, Dennis Deletant, Șerban Papacostea, Alexandru Zub), deux politologues (Helmut Müller-Enbergs, Pierre Hassner), un journaliste (Thierry Wolton) et un ancien dissident antisoviétique (Vladimir Bukovski).[36] Stéphane Courtois, Dennis Deletant et Thierry Wolton sont des spécialistes de l'histoire du communisme en France, en Roumanie et en URSS. Avec une carrière qui se déroule sur deux continents (l'Europe et les États-Unis), Pierre Hassner, professeur à Sciences Po Paris et à la John Hopkins University de Bologne est l'un des plus célèbres analystes des relations internationales dans une perspective philosophique. Thomas S. Blanton, directeur des Archives de la Sécurité Nationale (National Security Archives) des États-Unis, est l'auteur de plusieurs travaux de référence sur les relations diplomatiques de son pays durant la Guerre froide. En plus d'être des anciens prisonniers politiques de la période communiste, Șerban Papacostea et Alexandru Zub comptent parmi les plus importants représentants de l'école d'histoire roumaine. Helmut Müller-Enbergs, un politologue allemand, chercheur à la Commission Gauck, se remarque par son analyse intransigeante des liens entretenus par les hommes politiques de la ex-RDA avec la STASI. Vladimir Bukovski est lui, l'un des dissidents soviétiques les plus courageux de la période communiste.

Le Conseil scientifique du CISC se présente aussi comme un extraordinaire condensateur de capitaux sociaux alliant la visibilité médiatique à l'expertise historique, la reconnaissance académique au pouvoir institutionnel et la crédibilité du témoin à la notoriété internationale. Se nourrissant de plusieurs éléments - la diversité des appartenances nationales des acteurs, leur mobilité géographique et professionnelle extrême et la reconnaissance dont ils jouissent au sein des instances représentatives du « système mondial » comme l'Union Européenne ou le Conseil de l'Europe – la dimension internationale des trajectoires biographiques de ces acteurs compte comme un facteur essentiel du

[36] Cf. http://www.memorialsighet.ro/consiliul-stiintific-3/. (Consulté le 23 août 2018).

succès du Mémorial. Elle le dote de la possibilité de faire entendre sa cause au-delà des frontières nationales comme ses fondateurs aspirent lorsqu'ils affirment que Sighet devrait être un « lieu de mémoire » du Goulag est-européen et non seulement celui d'un Musée du communisme à la roumaine.[37]

Grâce à son caractère cosmopolite, le Conseil scientifique fonctionne comme un incubateur d'amples réseaux transnationaux de diffusion des idées sur les régimes communistes. Parmi les projets qui voient le jour au Mémorial on peut mentionner le cycle de conférences (« Memento Goulag ») organisé par Stéphane Courtois avec Vladimir Bukovski rencontré pour la première fois à Sighet, ainsi que les nombreuses collaborations avec les historiens roumains (Marius Oprea, Ruxandra Cesereanu).[38] S'y ajoutent les traductions en roumain des travaux des membres du Conseil scientifique concrétisées à l'aide du support éditorial offert par l'Académie Civique.[39]

Créé autour de l'écriture de l'histoire du communisme et de la dénonciation de ses crimes, le Mémorial dépasse le rôle assigné à ses débuts, de Musée (statique) du totalitarisme : il devient un milieu de sociabilité, d'échanges, de circulation et de production d'idées et, pour certains parmi ces acteurs, de réinvention professionnelle. Car malgré ses indéniables compétences, sous l'angle strictement scientifique, le Conseil du CISC apparaît comme une alliance d'acteurs dominés au pôle symbolique du champ historien.[40] Stéphane Courtois, présenté comme « le » spécialiste de la question, est marginalisé en France après la publication du *Livre noir du communisme*.[41] Grand succès de librairie avec un million d'exemplaires vendus à travers le monde et des traductions dans vingt-sept langues étrangères, l'ouvrage est amplement critiqué par les milieux académiques français[42] et son auteur

[37] Dialogue de Romulus Rusan avec Dan Pârvu, RFI, le 19 février 2016, https://www.youtube.com/watch?v=nJ-hx9Mpq_s. (Consulté le 28 août 2018).

[38] Entretien personnel avec Stéphane Courtois, Paris, 2 novembre 2009.

[39] Stéphane Courtois (coord.), *Dicţionarul comunismului*, Polirom, Iași, 2008; *Comunism şi totalitarism*, Polirom, Iași, 2011 ; Thomas S. Blanton, *Ce ştia Preşedintele Truman despre România*, Academia Civică, București, 2014 ; Helmut Müller-Enbergs, *Armata din umbră*, Academia Civică, București, 2015.

[40] Opposé au « pôle mondain » - celui du pouvoir social et temporel, le pôle symbolique représente au sein d'un champ professionnel, le lieu de la reconnaissance par ses instances les plus légitimes (cf. Pierre Bourdieu, *Homo Academicus*, Minuit, Paris, 1984, pp. 99-100). Dans le cas du champ historien on peut considérer que ces instances sont représentées par les revues scientifiques bien cotées, les fors académiques.

[41] Stéphane Courtois et al., *Le livre noir du communisme. Crimes, terreur, répression*, Robert Laffont, Paris, 1997.

[42] Notamment pour le bilan des victimes du Goulag (100 millions) inclus par Stéphane Courtois dans son « Introduction » et pour avoir transféré des catégories juridiques définies lors du procès de Nuremberg aux crimes du communisme, (Stéphane Courtois et al. , *Le livre noir du communisme. op. cit.*, pp. 14 et pp. 17-19). Pour une critique du *Livre noir…* voir Michel Dreyfus et al., *Le siècle des communismes*, Editions de l'Atelier/Editions Ouvrières, Paris, 2000.

discrédité.[43] Thierry Wolton, Romulus Rusan et Vladimir Bukovski sont des *outsiders* convertis tardivement à la discipline historique. Pierre Hassner et Dennis Deletant en viennent à l'historiographie du communisme de domaines « annexes » comme les relations internationales et la linguistique. Șerban Papacostea et Alexandru Zub sont spécialisés à leur tour dans des matières lointaines comme le Moyen-âge et l'historiographie.

Pour l'ensemble de ces acteurs, le Mémorial n'incarne pas une instance de consécration scientifique, mais plutôt un mobilisateur d'expansion professionnelle vers un exercice nouveau et passablement professionnalisant,[44] à savoir la dénonciation du communisme devant un public de profanes. Recyclant à la fois des vocations politiques anciennes (Bukovski, Courtois, Wolton) qui soit ont échoué, soit se sont épuisées de par le désintérêt grandissant pour la critique des systèmes soviétiques dans les Pays occidentaux après la fin de la Guerre froide et des vocations en voie de constitution (Romulus Rusan, Dennis Deletant, Marius Oprea),[45] le Mémorial offre un espace d'expression et de conquête d'un marché vierge en matière d'histoire du communisme. Enfin, le Mémorial de Sighet joue comme une instance de consécration mutuelle. Il se nourrit des travaux et des théories exportés par les intellectuels étrangers, noue des relations avec leurs institutions d'appartenance et acquiert un statut d'excellence professionnelle qui renforce sa crédibilité dans une Roumanie imperméable encore à un discours anticommuniste radical.[46]

La rencontre à Sighet de ces trois groupes montre combien avant d'être un « lieu de mémoire » honorant les victimes du passé, le Mémorial représente un endroit d'harmonisation des intérêts présents de ses différents protagonistes. Pour les élites artistiques et techniques de l'époque communiste, l'entreprenariat de mémoire ouvre la voie à un repositionnement social et l'occasion de dénoncer des injustices passées. Pour les jeunes licenciés en histoire il offre des débouchés professionnels et un terrain nouveau de recherche

---

[43] Un indicateur serait le nombre restreint d'invitations reçues (7) par Stéphane Courtois à faire partie des jurys de thèse, la plupart du temps dans des disciplines autres que l'histoire, (cf.http://www.sudoc.abes.fr//DB=2.1/SET=1/TTL=1/CMD?ACT=AND&TRM=%5C9001+Y+%26+%5C9017+1&REMEMBERFORMVALUES=N, [consulté le 23 août 2018]). Voir aussi la confession de l'auteur, Ioana Boca (éd.), *Courtois la Sighet*, Academia Civică, București, 2003, p. 205.

[44] La participation aux Écoles d'été de Sighet est rémunérée, entretien avec Stéphane Courtois, Paris, 2 novembre 2009.

[45] Marius Oprea (né 1964), est un jeune historien roumain formé dans les années 1980 qui se spécialise à partir de 1989 en histoire de la police politique roumaine. Participant assidu aux manifestations qui marquent les débuts du Mémorial de Sighet, il se réoriente par la suite vers les fouilles archéologiques des cadavres des victimes du communisme. Entre 2005 et 2010 il sera le fondateur et le directeur de l'Institut d'Investigation des Crimes du Communisme en Roumanie, agence gouvernementale d'expertise destinée à traduire en justice les tortionnaires communistes.

[46] Ana Blandiana, Romulus Rusan, « Le Mémorial Sighet», …cit., p. 221.

en Roumanie, qui leur permet de s'affirmer. Enfin, pour les membres du Conseil scientifique, le Mémorial incarne la promesse d'une notoriété consolidée au sein d'un espace culturel nouveau.

Exil politique, retour mémoriel. Anticommunismes et philanthropie à l'Académie Civique

Pour trouver les financements nécessaires à l'aménagement du Mémorial, l'Académie Civique fait appel à un vaste réseau transnational d'acteurs qui renvoie à un quatrième groupe de personnalités impliquées dans la mise en œuvre du Mémorial de Sighet. Hommes d'affaires, militants anticommunistes de longue date, anciennes victimes, associations de réfugiés politiques, ONG pour la défense des Droits de l'Homme ou pour la démocratisation de l'Europe de l'Est se mobilisent pour financer ou faire financer ce projet.[47] En l'absence d'un soutien matériel de la part de l'État roumain ou des instances européennes (Commission européenne, Programme PHARE, Conseil de l'Europe) qui refusent de s'impliquer financièrement en raison du fait que « l'objectif du projet n'est pas assez clairement défini »,[48] le Musée de Sighet voit le jour grâce aux réseaux de la diaspora roumaine.

L'analyse de ces trajectoires met en évidence certaines régularités sociologiques cohérentes avec l'intérêt pour un récit incriminant de la période communiste et positivant celle antérieure à l'avènement du PCR à partir de 1947.

Journalistes, intellectuels, diplomates, religieux, les mécènes du Mémorial sont les victimes ou les descendants des anciens prisonniers ou persécutés politiques du régime communiste. Nés entre le début du XX^{ème} siècle et la fin de la Seconde Guerre mondiale dans des milieux sociaux de la grande ou de la petite bourgeoisie, dans des familles de fonctionnaires, de professions libérales ou d'intellectuels, ils ont en commun le fait d'être formés au moment de la constitution du jeune État national-unitaire roumain et de démantèlement des grands empires vers 1918-1920. Diplômés du supérieur pour la plupart dans un moment de croissance de la population étudiante durant l'entre-deux-guerres, ils profitent de l'expansion du corps bureaucratique de l'État suite au rattachement des nouvelles provinces à la Roumanie pour occuper des postes

[47] Le Tableau n° 2 présente des éléments biographiques relatifs aux principaux financeurs du Mémoriel.

[48] *Ibidem*, pp. 221-222.

dans l'administration et la haute administration.[49] L'arrivée au pouvoir du général Ion Antonescu en 1940 ne bouleverse guère les carrières professionnelles des membres de cette « noblesse d'État » en voie de constitution, qui sont propulsés vers des positions supérieures dans l'administration.[50] Ce n'est que plus tard, avec l'avènement du régime communiste en Roumanie à partir de 1947-1948 que ces acteurs subissent un déclassement social et professionnel violent de par leur persécution politique, terminée souvent avec des condamnations à des lourdes peines de prison.

Sous cet angle, la prise du pouvoir par le PCR après la Seconde Guerre mondiale représente pour ces acteurs une rupture biographique sans précédent. Face à la situation de crise personnelle, ce qui les distingue dans la masse des persécutés politiques c'est leur option pour une défection qui prend la forme de l'exil, une des seules issues disponibles pour des indésirables qui aspirent à retrouver ailleurs une situation équivalente à celle vécue durant la guerre. Sans qu'elle soit une solution envisageable pour l'ensemble des opprimés politiques, le départ de Roumanie présuppose la possession d'un certain nombre de ressources particulières. Parmi celles-ci, un rôle majeur est joué par les contacts ou les liens capables de faciliter le départ voir l'intégration dans le pays d'accueil, la maîtrise des langues étrangères ou des connaissances et des savoir-faire exportables, un capital économique sans lequel l'exil risque de tourner au fiasco. La possession de ces ressources nourrit chez les transfuges l'espoir intime que malgré les risques, la survie reste possible de l'autre côté du Rideau de fer.

Ayant eu lieu en plusieurs vagues en fonction des mutations politiques internes, une première qui s'étend de la fin de la guerre et jusqu'en 1949, une deuxième qui s'étale de 1957 à 1966, et une troisième qui se situe entre les décennies 1970 et 1980, l'exil ne se passe pas dans des conditions similaires pour l'ensemble de cette population.[51] Ainsi en fonction de l'époque quand ils partent, ces réfugiés assument les risques d'un voyage clandestin (pour la première vague) ou réussissent à obtenir un passeport touristique (pour la deuxième et la troisième vague).[52]

Préférant pour destination le « monde libre » de l'Europe de l'Ouest ou des États-Unis, les futurs financeurs du Mémorial s'y intègrent progressivement. Les voies de réinsertion professionnelle empruntées après le

---

[49] Dragoș Sdrobiș, *Elite și educație în România interbelică. Limitele meritocrației într-o societate agrară*, Doctorat en Histoire, Institut d'Histoire « George Barițiu », Cluj-Napoca, 2014, pp. 87, pp. 119-129.

[50] Lucian Boia, *Capcanele istoriei*, Humanitas, București, 2011, pp. 198-244.

[51] Istvan Horvath, Remus Gabriel Anghel, « Migration and Its Consequences for Romania », *Südosteuropa*, n° 57, 2009, p. 387.

[52] Béatrice Scutaru, « La Roumanie à Paris : exil politique et lutte anti-communiste », *Histoire@Politique. Politique, culture, société,* n° 23, mai-août 2014, pp. 2-3.

départ de Roumanie sont fréquemment liées aux institutions de la Guerre froide comme le National Committee for a Free Europe et les postes de radio Radio Free Europe ou Voice of America. Les emplois offerts par ces institutions contribuent à la conservation des liens avec le pays d'origine et à la transformation de ces acteurs en professionnels de la dénonciation des régimes communistes. Ceux en possession de titres universitaires ou des savoir-faire exportables plus facilement continuent d'être actifs dans leur domaine d'activité d'origine mais militent néanmoins au sein des organisations anticommunistes (par ex. la Ligue pour la Défense des Droits de l'Homme en Roumanie créée en France en 1977, les Fondations « Iuliu Maniu » ou « The Voice of the Martyrs » créées aux États-Unis en 1952 et en 1967) rentrant ainsi dans une forme d'exil politique militant.[53]

Fonctionnant comme autant d'exutoires à des dispositions critiques à l'adresse du régime de Bucarest, ces organisations entretiennent et renforcent un habitus politique spécifique ajusté aux exigences de la profession choisie dans une des institutions de la Guerre froide. Les anticommunismes des réfugiés roumains mêlent ainsi vraisemblablement une distance au marxisme-léninisme conférée par une socialisation politique à l'heure de gloire de l'idée nationale ou par l'attachement aux privilèges découlant d'un ordre social traditionnel, les effets traumatisants des persécutions subies et de l'emprisonnement, la frustration de la marginalisation sociale et du déracinement induit par l'exil, et le besoin d'intégration dans les réseaux de la diaspora roumaine. Alliages complexes de rancœur sociale, d'incompatibilité idéologique, de révolte politique et de relations communautaires, l'opposition au régime politique du pays d'origine trouve dans les institutions de la Guerre froide les lieux appropriés à sa conservation et à sa distillation. Disposition durable ou ferment du succès de l'intégration, les croyances politiques des donateurs du Mémorial Sighet sont donc ceux des hommes qui, toute tendance politique confondue, occupent des postes dans l'appareil administratif de l'ancien régime d'avant 1947 que ça soit sous Ion Antonescu ou sous le roi Carol II, et qui sont écartés brutalement par la vague communiste.

Si l'on admet que l'une des conséquences de l'exil est l'« arrêt des temps sociaux, professionnels, politiques, scolaires, du pays d'origine à l'heure du départ »,[54] on peut aisément comprendre comment se fait-il que le changement politique de 1989 trouve éveillé l'intérêt de ces personnes pour une critique sans réserve de la période communiste assimilée à un régime criminel.

Leurs contributions au Mémorial se matérialisent par des aides financières directes comme est notamment le cas de Mihai Cârciog, le principal

[53] *Ibidem.*

[54] Stéphane Dufoix, « Les légitimations politiques de l'exil », *Genèses*, n° 34, mars 1999, p. 55.

sponsor, ou par des campagnes de collecte de fonds censées donner crédibilité au projet. Exceptant la diaspora roumaine, l'idée du Mémorial a rallié également des intellectuels, des journalistes et des militants étrangers liés professionnellement ou intéressés pour différentes raisons à la Roumanie. Parmi ceux-ci, l'historienne Catherine Durandin spécialisée en histoire des Balkans, enseignante à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales de Paris qui organise en mars 1996 une Table ronde sur le thème du Mémorial, les historiens Dennis Deletant de la London University et Robert Perks de la National Sound Archive qui offrent assistance aux recherches historiographiques nécessaires à la mise en place du Mémorial, l'historien Thomas S. Blanton qui met à disposition son expertise pour la création du Département d'histoire orale de Sighet, les journalistes Katharina Kilzer et Gudrun Bossert de Francfort qui en décembre 1999 organisent « l'exposition européenne la plus significative concernant le Mémorial».[55]

Une contribution non moins significative vient de la part des Fondations allemandes, notamment de Konrad Adenauer, Hans Seidel et Friedrich Ebert ainsi que du Bureau d'Information du Conseil de l'Europe à Bucarest qui comptent à leur tour parmi les bailleurs de fonds de l'Académie Civique.[56] Leurs donations se dirigent vers des projets ponctuels comme « l'édition de certains livres, l'organisation de symposions et de l'École d'été de Sighet »[57] mais la participation de ces organisations au succès de l'entreprise ne se limite pas au financement de ces activités. Dans la mesure où les élites locales prouvent leur capacité à absorber l'expertise allemande en matière de gestion du passé, de renforcement de l'État de droit ou d'économie de marché, ces Fondations se montrent prêtes à renforcer le transfert institutionnel et idéologique vers la Roumanie.[58] Parmi ces organisations, l'Académie Civique semble avoir réussi à capter l'intérêt de ces acteurs puisque ses représentants deviennent rapidement des partenaires privilégiés de dialogue non seulement des Fondations mais aussi des figures proéminentes comme Joaquim Gauck, qui visite à plusieurs reprises la Roumanie.[59]

Sans qu'elle soit d'une grande nouveauté la mise en place de ces vastes réseaux prolonge en réalité une tradition de plus longue date, celle de la dissidence au communisme comme « phénomène transnational ».[60]

---

55 Ana Blandiana, Romulus Rusan, « Le Mémorial Sighet», …cit., pp. 222-223.

56 Cf. http://www.memorialsighet.ro/suport-financiar/. (Consulté le 24 août 2018).

57 *Ibidem.*

58 Dorota Dakowska, « Les fondations partisanes allemandes dans le contexte de l'élargissement : transfert institutionnel et diffusion des récits européens », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 13, n° 4, 2006, pp. 717-733.

59 Cf. http://www.memorialsighet.ro/4-5-iunie-1997-bucuresti-vizita-la-academia-civica-a-dr-joachim-gauck-seful-oficiului-pentru-studierea-dosarelor-stasi-din-rfg/. (Consulté le 24 août 2018).

60 Cristina Petrescu, *From Robin Hood to Don Quixote ... cit.*, p. 383.

Le discours dominant de Sighet : entre conservatisme et anticommunisme

Lieu de croisement d'une multitude d'acteurs, Sighet est aussi un point de convergence d'une pluralité de discours : muséal, historiographique, mémoriel (réunissant les témoignages et souvenirs des anciens prisonniers politiques), et politique, présent de façon insidieuse à Sighet durant les débats déroulés durant les Écoles d'été et les symposiums, entre les invités et le public large.

Bien que chacun parmi ces discours se compose d'une variété de récits on peut identifier une narration dominante qui représente jusqu'à présent le noyau dur d'un « esprit » reconnaissable du Mémorial de Sighet et du CISC. Anticommuniste sous rapport idéologique et conservatrice sous rapport politique, cette narration a tout pour valider une interprétation historienne qui criminalise le passif politique du pays tout en légitimant en même temps le programme de la Convention Démocratique Roumaine (CDR), la coalition au gouvernement à partir de 1996 au sein de laquelle l'Alliance Civique a joué un rôle majeur.

Patrimonialisation du stalinisme et célébration de l'ordre traditionnel

Ancien pénitentiaire de droit commun avant d'être dévoyé exclusivement aux détenus politiques, Sighet se distingue dans le système concentrationnaire de la République Socialiste comme la prison des intellectuels, des dignitaires (cadres militaires et hauts fonctionnaires politiques) et des hauts prélats de l'entre-deux-guerres. Sighet représente ainsi pour les fondateurs du Mémorial le symbole de l'enterrement de l'ancien ordre étatique et religieux ayant succombé sous les coups du régime « communiste et athéiste »,[61] « criminel et terroriste ».[62] Bien que dicté par le fait qu'il soit le seul endroit « disponible »[63] dans les conditions où les autres prisons communistes sont toujours en usage, le choix du site du Mémorial n'est pas aléatoire, ni ne représente d'emblée l'ensemble des victimes du communisme mais seulement un échantillon

[61] Cf. http://www.memorialsighet.ro/cimitirul-saracilor/. (Consulté le 28 août 2018).

[62] Romulus Rusan, *Cronologia și geografia represiunii comuniste în România. Recensământul populației concentraționare (1945-1989)*, Academia Civică, București, 2007, p. 11.

[63] Romulus Rusan en dialogue avec Dan Pârvu sur RFI, le 19 février 2016, https://www.youtube.com/watch?v=nJ-hx9Mpq_s. (Consulté le 28 août 2018).

minoritaire – les élites sociales. En se référant uniquement aux années 1950-1955 où ce lieu d'incarcération sert les objectifs du PCR, les fondateurs du complexe choisissent d'ignorer les continuités avec la période précédente quand la prison reçoit aux côtés des détenus de droit commun, des prisonniers politiques.[64] Sous cet angle, occultant certains épisodes et acteurs de l'histoire, la narration représentée à travers le Musée met en lumière une période - les années 1950 et un groupe social – les élites – qui se révèlent d'une grande cohérence avec le portrait sociologique et le vécu familial des financeurs du Mémorial et Sighet et d'une partie des fondateurs de l'Académie Civique. Perdants de l'arrivée de l'ancien régime au pouvoir, ces acteurs nous apparaissant ainsi comme les exposants déclassés d'une époque « démocratique » dépeinte comme supérieure à bien d'égards à celle d'après 1947:[65]

> « Les communistes roumains avaient incarcéré les dirigeants légitimes du pays à deux pas du grand voisin du nord, l'URSS, avec l'intention expresse d'*exterminer aussi vite que possible* les élites.
>
> Tous ces fragments d'images sont des accusations à l'adresse du régime criminel qui, pour un demi-siècle, nous a sorti d'Europe et a essayé de nous faire oublier qui nous étions […] en rompant […] nos liens naturels avec les démocraties occidentales ».[66]

Utilisant tous les moyens à disposition (documents d'archives, photographies, coupures de presse, lettres) les curateurs du Musée s'attachent à exposer cette idée en illustrant les salles en fonction des chapitres majeurs de la répression communiste : « Le régime pénitentiaire », « Les prisons – dedans et dehors », « Les Travaux forcés », « La géographie et la chronologie de l'espace concentrationnaire », « Prisons de femmes », « La collectivisation de l'agriculture », « La déportation dans le Bărăgan ». Souhaitant reconstituer le quotidien des prisonniers et les conditions de détention, le Musée accorde par ailleurs une place particulière aux modalités de survie des condamnés durant la période de captivité. Parmi celles-ci les curateurs privilégient tout particulièrement l'importance de la foi chrétienne dans la « résistance au communisme ».[67]

---

[64] Robert Furtös, « Sighet, preambul al Holocaustului, punct central al Gulagului », *Caietele Echinox*, n° 13, 2007, http://phantasma.lett.ubbcluj.ro/?p=1593. Voir aussi http://www.memorialsighet.ro/scurt-istoric-al-cldirii-inchisorii-din-sighet/. (Consultés le 27 août 2018).

[65] Par exemple, Romulus Rusan, *Cronologia și geografia represiunii comuniste în România…cit.*, pp. 95-96. Voir aussi le tableau « La génération de l'Union exterminée dans le Goulag », http://www.memorialsighet.ro/generatia-unirii-exterminata-in-gulag/. (Consulté le 27 août 2018).

[66] Romulus Rusan, *Cronologia și geografia represiunii … cit.*, p. 66 et p. 96.

[67] Cf. http://www.memorialsighet.ro/spatiul-de-reculegere-si-rugaciune/. (Consulté le 27 août 2018). Voir aussi Gabriela Cristea, Simina Radu- Bucurenci, « Raising the Cross. Exorcising Romania's Communist Past in Museums, Memorials, and Monuments » dans

L'emménagement progressif du musée conduit avec le temps à une expansion des thématiques explorées qui extrapolent le seul aspect des conditions de vie de la population carcérale de Sighet pour traiter aussi de la « Vie quotidienne » sous le communisme en Roumanie.[68] Ce glissement n'est pas sans effet sur la projection d'une vision sur le passé où la répression est omniprésente. A cet égard, par sa muséification le Mémorial fait de la « prison » la métaphore de la vie sous le communisme.[69]

En racontant l'histoire de cette période à travers la persécution des « pères fondateurs » de l'État unitaire roumain, le Musée de Sighet dresse un bilan désastreux. Présenté comme une étape de destruction des symboles de la nation, de la foi chrétienne, des élites politiques et culturelles, du patriotisme, le régime communiste y est représenté comme une époque funeste dans l'histoire de la Roumanie. Ignorant les continuités avec la période précédente, les récits sur le passé produits à Sighet reposent sur une série d'oppositions (démocratie/dictature, foi/athéisme, élites/médiocrités)[70] qui trahissent la nostalgie pour les valeurs d'un ordre politique et social traditionnel « authentique »[71] auxquelles les fondateurs du Mémorial Sighet sont attachés.

D'une pédagogie de l'histoire vers une pédagogie politique

À part le discours muséal qui domine l'« esprit de Sighet », d'autres discours naissent, se diffusent et se justifient réciproquement au sein du Mémorial depuis 1994. Parmi ceux-ci, le discours historiographique soumis aux règles et méthodes de la recherche et de l'écriture scientifique produit essentiellement par les jeunes recrus du CISC et par les historiens en début de carrière réunis autour du site. Intéressés spécialement par la période de la répression massive allant de 1947 à 1959 et par celle de la « libéralisation contrôlée » (1960-1965) les travaux publiés par le CISC se font plus rares quand il s'agit des étapes suivantes, celle de la « libéralisation simulée » (1965-1968) de l'époque Ceaușescu, celle de la « minirévolution culturelle » (1971-1975) et celle de la crise du régime (1975-1989).[72]

Oksana Sarkisova, Péter Apor (dir.), *Past for the Eyes*, CEU, Budapest, 2008, pp. 275-278.

68 Ana Blandiana, Romulus Rusan, « Le Mémorial Sighet», art. cité, p. 223.

69 Simina Bădică, *Curating Communism ... cit.*, p. 282.

70 Alexandru Rațiu et al., *Memoria închisorii Sighet*, Academia Civică, București, 2003.

71 Simina Bădică, *Curating Communism ... cit.*, p. 284.

72 Voir la collection de la revue *Analele Sighet* [Annales Sighet] publiée par l'Académie Civique entre 1994 et 2003 et qui réunit les communications prononcées durant les Écoles d'été, Vladimir Tismăneanu et al., *Raport final*, Humanitas, București, 2007.

Une explication serait la relative fermeture des archives tout au long des années 1990 ou le fait que l'ancienne prison de Sighet ne reçoit des prisonniers politiques sous le régime communiste que jusqu'en 1955. Mais les raisons de la focalisation sur cette période tiennent aussi à la volonté des chercheurs d'étayer les crimes et les abus de l'ancien régime, ayant principalement eu lieu au début des années 1950. Permettant d'éviter certains aspects valorisants du communisme (les campagnes d'urbanisation et d'alphabétisation de la population), l'intérêt pour cette étape permet en même temps de renforcer, de valider et de prolonger tant le discours muséal qui s'en inspire que les témoignages et souvenirs des anciens prisonniers politiques qui sont au départ le public le plus touché par la cause du Mémorial. Toutes les voix semblent ainsi également entendues et considérées à Sighet, le consensus ne résultant pas d'une entente sur les méthodes utilisées pour approcher le passé communiste mais d'une perspective partagée sur sa dimension répressive.

Les communications qu'y sont présentées durant les Écoles d'été dressent à leur tour un tableau sombre de la période communiste. Dominée par un régime « totalitaire » installé de manière « illégitime » et « violente », qui use de tous les moyens à disposition (terreur, crime, surveillance, persuasion) pour accumuler le pouvoir et exercer un contrôle total sur une population dépossédée de ses biens matériels et spirituels, le communisme y est décrit de comme un moment de régression (une « tragédie »[73], une « catastrophe »[74]) dans la vie des nations l'ayant connu.[75] « Expérience d'ingénierie sociale », en Roumanie il annule les effets des conquêtes politiques, intellectuelles et économiques acquises durant l'entre-deux-guerres (la liberté politique, le pouvoir économique, la réforme agricole, etc.).[76] Au milieu de ce tableau les nuances sont rares.[77]

Sous rapport théorique, les efforts d'éclaircissement ou de précision du cadre conceptuel utilisé sont presqu'inexistants. Les analyses reprennent souvent le paradigme totalitaire tel quel sans le questionner et l'appliquent à l'ensemble de la période communiste pour montrer ce qui est tenu pour acquis,

---

[73] Stéphane Courtois dans Ioana Boca (ed.), *Courtois la Sighet … cit.*, p. 109.

[74] Thierry Wolton, « Franţa şi comunismul, fascinaţie intelectuală şi politică », Liternet.ro, http://destinatii.liternet.ro/articol/150/Therry-Wolton/Scoala-de-Vara-Sighet-ed-VII-Franta-si-comunismul-fascinatie-intelectuala-si-politica.html. (Consulté le 24 août 2018).

[75] Voir les propos de Vladimir Bukovski (Romulus Rusan (éd.), *Bukovski la Sighet*, Academia Civică, Bucureşti, 2012, p. 22) ou les commentaires de Romulus Rusan et de Dorin Dobrincu (Dorin Dobrincu, « Colectivizarea şi răscoalele ţărăneşti », Liternet.ro, http://destinatii.liternet.ro/articol/152/Dorin-Dobrincu/Scoala-de-Vara-Sighet-ed-VII-Colectivizarea-si-rascoalele-taranesti.html) (Consulté le 24 août 2018).

[76] Dorin Dobrincu, « Colectivizarea şi răscoalele ţărăneşti », …cit.

[77] Voir les observations fines d'Alexandru Zub concernant le régime pénitentiaire dans Ioana Boca, Andrea Dobeş (éd.), *Alexandru Zub la Sighet,* Academia Civică, Bucureşti, 2012, pp. 340-341.

à savoir : la stabilité du « stalinisme » et de la répression et le mimétisme de la « détente » et de la « relaxation ». Parmi les seules tentatives de définition on identifie celles venues des membres du Conseil scientifique du Mémorial comme Stéphane Courtois qui définit le totalitarisme par le monopole du Parti-État sur la politique, l'économie et la culture[78] et de Vladimir Bukovski qui introduit la distinction entre « totalitarisme » et « dictature ».[79]

Mais ces débats méthodologiques quittent souvent le terrain de l'historiographie pour basculer vers des considérations politiques. Ne se limitant pas à comprendre et expliquer le passé communiste, les historiens présents à Sighet en viennent à l'évaluer en tant que régime et idéologie. L'historien Dorin Dobrincu considère lui que « c'est une illusion dangereuse de croire que c'aurait été pire sans le communisme » et tandis qu'il tient Karl Marx pour « l'un des penseurs sociaux les plus importants du XIX^{ème} siècle », il estime sa vision comme idéaliste et obsolète.[80] Si les commentaires de Dobrincu sur la portée limitée de la conception marxiste à générer une société égalitaire se limitent à la Roumanie d'après-guerre, d'autres invités vont plus loin dans la disqualification de cette doctrine lui niant toute possibilité d'inspirer un jour une gauche démocratique.[81] Condamnée à succomber au « totalitarisme », la pensée marxiste est stigmatisée au profit d'un attachement affirmé aux conquêtes du libéralisme comme la propriété privée (Dennis Deletant, Romulus Rusan)[82] et à la démocratie de l'entre-deux-guerres (Romulus Rusan, Șerban Papacostea).[83]

Aussi, à travers des glissements imperceptibles, à côté d'une pédagogie de l'histoire du communisme est transmise à Sighet une pédagogie politique dont les valeurs et les interdits idéologiques façonnent le décryptage du présent et de l'avenir. Estimant que « le communisme n'a été » ni « vaincu », ni « démantelé » dans cette partie de l'Europe, Vladimir Bukovski insiste lui sur le maintien au pouvoir du KGB et sur la reproduction des élites politiques du PCUS dans les secteurs de la finance, des affaires ou du crime organisé en URSS après 1991.[84] Cette clé de lecture de la conversion des élites politiques dans différents secteurs économiques et administratifs a été appliquée également à la Roumanie, caractérisée à son tour comme le terrain de prédilection de l'ancienne nomenklatura convertie dans une « oligarchie néo-

[78] Ioana Boca (éd.), *Courtois la Sighet ... cit.*, p. 217.
[79] Romulus Rusan (éd.), *Bukovski la Sighet ... cit.*, pp. 86-87.
[80] Dorin Dobrincu, « Colectivizarea și răscoalele țărănești », …cit.
[81] Thierry Wolton, « Franța și comunismul, fascinație intelectuală și politică », …cit. ; Ioana BOCA (éd.), *Courtois la Sighet ... cit.*, pp. 115-116.
[82] Romulus Rusas (éd.), *Bukovski la Sighet, ...cit.*, p. 133; Șerban Papacostea, « Totalitarismul și istoriografia română », Liternet.ro, http://destinatii.liternet.ro/articol/157/Dennis-Deletant/Scoala-de-Vara-Sighet-ed-VII-Occidentul-si-disidenta-din-Romania-sub-regimul-lui-Ceausescu.html. (Consulté le 24 août 2018).
[83] Șerban Papacostea, « Totalitarismul și istoriografia română », …cit.
[84] Romulus Rusan (éd.), *Bukovski la Sighet ... cit.*, p. 24 et p. 133.

communiste » toujours au pouvoir.[85] Voyant dans la Révolution de décembre 1989 un « coup monté à l'aide du KGB » et dans son leader, Ion Iliescu, un « agent » de Moscou,[86] Vladimir Bukovski et Stéphane Courtois soutiennent la thèse du maintien au pouvoir de l'aile réformiste du Parti communiste.[87] Sans apporter des preuves empiriques à l'appui de ces affirmations, ces discours reprennent et prolongent les arguments avancés dans certains documents politiques de l'Alliance Civique ou de la CDR, coalition de partis politiques (PNL, PNŢCD, Parti Social Démocrate Roumain) et d'associations (l'Alliance Civique, l'Association des Anciens Détenus Politiques de Roumanie) créée en 1992, pour exposer les raisons de leur constitution et de leur implication dans les campagnes électorales des années 1990.[88] Parmi celles-ci la nécessité de la lutte contre le FSN, vu comme l'héritier du PCR légitime l'idée que le véritable changement de régime en Roumanie se passe au moment de l'arrivée de la CDR au pouvoir en 1996.

Bien plus qu'un lieu de production de discours confinés aux principaux intéressés - les victimes du communisme, les historiens et les élèves de lycées – le Mémorial se présente ainsi comme un laboratoire et une tribune de création et de propagation d'idées et de valeurs politiques. La défense de la propriété privée et de la morale chrétienne, la nostalgie pour un type de méritocratie d'avant-guerre qui relève pour beaucoup de la reproduction des inégalités sociales et économiques,[89] l'attention à la conservation de l'identité nationale correspondent à ce qu'est le projet politique de la CDR durant les années 1990.[90] Elles se traduisent par la formulation des mesures très concrètes qui se retrouvent parmi les principales promesses de campagne de cette formation comme par exemple la privatisation extensive des entreprises d'État ou la restitution des propriétés nationalisées par l'ancien régime, qui accompagnent la volonté de repenser les mécanismes de mobilité sociale héritées de l'ancien régime et de les remplacer éventuellement par de nouveaux.[91]

Si l'aspiration vers une démocratisation à l'occidentale par le passage à l'économie de marché ne manque pas des aspirations de la Convention, on constante que ses auteurs ne trouvent que marginalement leurs références et sources d'inspiration dans les modèles contemporains concrets d'organisation ou de réflexion sur la société. Comme d'autres auteurs l'ont déjà montré, c'est

---

85 Ioana Boca, Andrea Dobeș (éd.), *Alexandru Zub la Sighet ... cit.*, p. 189.

86 Ioana Boca (éd.), *Courtois la Sighet ... cit.*, p. 139.

87 Romulus Rusan (éd.), *Bukovski la Sighet ... cit.*, p. 104; Ioana Boca (éd.), *Courtois la Sighet ... cit.*, pp. 139.

88 Pour ces documents voir Dan Pavel, Iulia Huiu, *« Nu putem reuși decât împreună ». O istorie analitică a Convenției Democratice, 1989-2000, ... cit.*, p. 529 et p. 531.

89 Cf. Dragoș Sdrobiș, *Elite și educație în România interbelică. Limitele meritocrației într-o societate agrară, ... cit.*

90 Dan Pavel, Iulia Huiu, *« Nu putem reuși decât împreună ». ... cit.*, pp. 530-532.

91 *Ibidem*, p. 541 et p. 556.

plutôt l'image idyllique d'une soi-disante démocratie pré-communiste qui irrigue de manière accablante l'imaginaire politique des forces coagulées autour de la CDR parmi lesquelles l'Académie Civique.[92]

Caractérisée par la prédominance des principes conservateurs, cette démocratie prisée à Sighet n'est donc que l'autre face d'une revanche historique tentée par les élites du régime pré-communiste en alliance avec les nouveaux arrivants dans le champ de l'historiographie et les perdants de la soviétologie occidentale dépossédée de sa place de cité dans le monde académique avec la fin de la Guerre froide. Cette revanche se trouve dans la CDR le parfait véhicule politique.

Conclusion

La consécration du Mémorial de Sighet dans l'espace public local et européen après 1989 n'est pas le fait d'une ouverture « naturelle » de la société roumaine à la rhétorique des valeurs démocratiques. Elle est plutôt le résultat de la rencontre entre un discours mémoriel et un projet politique qui se valident réciproquement.

Comme on a essayé de le montrer, ce succès a des racines profondes qui s'étendent sur la moitié d'un siècle et mobilise les efforts de plusieurs groupes d'intellectuels riches en capitaux culturels et économiques, en quête de revanche historique ou d'ascension sociale. Reposant sur un discours qui combine la nostalgie pour les valeurs du conservatisme politique avec la criminalisation du communisme et la discréditation du marxisme, l'entreprise mémorielle de Sighet n'est ni indifférente socialement, ni neutre politiquement. Elle représente un espace des repositionnements et d'insertion sur le marché professionnel pour plusieurs groupes sociaux qui réussissent grâce au Mémorial à se situer dans le camp des détenteurs du pouvoir en Roumanie dans la deuxième moitié des années 1990. Sous cet angle, sa consécration fait partie intégrante d'un changement de régime dont les effets restent toujours à interroger.

[92] Alexandru Gussi, *Usages du passé et democratization … cit.*, p. 310 et p. 355.

Annexes

Tableau n° 1: Le Conseil Directeur de la Fondation l'Académie Civique

NOM	PROFESSION PARENTS & ENGAGEMENTS POLITIQUES	ÉTUDES	PROFESSION & POSITIONS POLITIQUES AVANT 1989	PRIX	PROFESSION & POSITIONS POLITIQUES APRÈS 1989
Ana Blandiana (1942-)	- Père : prêtre orthodoxe. Chef de nid légionnaire, participant à la rébellion légionnaire de 1941 à Timișoara. Condamné à prison en 1941 (sous Ion Antonescu) et en 1959 (par les autorités communistes). Emprisonné entre 1959-1964 -Mère : comptable	- Faculté de Philologie, Université de Cluj (1968)	Profession : -Poète, membre de l'Union des Écrivains de Roumanie (USR) -Rédactrice/ collaboratrice à *Viața Studențească, Amfiteatru, România literară* Position politique : - Membre des Jeunesses communistes (1963) - Publications subversives - Interdite de publication en 1959-1963, 1984, 1988-1989	- Prix USR (1970, 1977, 1982) - Prix de l'Association des Écrivains de Bucarest (1982) - prix « Mihai Eminescu » de l'Académie Roumaine (1970) - Mérite culturel classe III, accordé par le gouvernement (avant 1979) - Prix Herder (1982) - Prix International « Vilenica » (2002) - Prix « Le poète européen de la liberté » (2016)	Profession : - Poète - Présidente du PEN-Club filiale roumaine Position politique : - Militante anti-FSN - Membre du Conseil du FSN, démission janvier 1990 - Fondatrice, Présidente de l'Alliance Civique - Fondatrice, Présidente du Conseil directeur de l'Académie Civique
Romulus Rusan (1935-2016)	- Père : fonctionnaire, commissaire de police judiciaire. Membre PCR après la guerre. Arrêté et condamné en 1948 par les autorités communistes. Emprisonné entre 1948-1956 - Mère : femme au foyer	- Brevet de Technicien Supérieur - Faculté de Mécanique, Institut Polytechnique de Cluj (1958)	Profession : - Ouvrier dans une usine chimique - Écrivain, membre USR (1964) - Rédacteur aux revues *Steaua, Tribuna, Scânteia Tineretului* Position politique : - Membre des Jeunesses communistes - Membre PCR	- Prix USR (1963, 1982)	Profession : - Historien amateur (période communiste), éditeur de livres d'histoire du communisme, éditions Académie Civique - Directeur du CISC, Mémorial de Sighet Position politique :

			(1967)		- Militant anti FSN - Fondateur Alliance Civique - Fondateur et vice-président du Conseil directeur de l'Académie Civique - Membre de la Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste en Roumanie (CPADCR) (2006)
Lucia Hossu-Longin (1941-)	- Père : ouvrier, membre PCR - Mère : femme au foyer - Membres éloignés de la famille (oncles, beau-père) – prisonniers politiques sous le régime communiste	- Faculté de langue et littérature roumaine, Université de Bucarest	<u>Profession</u> : - Journaliste, rédactrice, chef de rubrique à plusieurs journaux politiques : *Muncitorul forestier*, *Revista pădurilor*, *Scînteia Tineretului* ; - Rédactrice à la Télévision Nationale <u>Position politique</u> : - Membre des Jeunesses Communistes (1956) - Membre PCR (1969)	- Grand Prix de l'Association des Professionnels de Télévision de Roumanie (1992, 1993) - Prix pour la Mémoire, Festival International M.I.P.A., Espagne (2000) - Prix pour le meilleur film documentaire, Festival International de Carmona (2003) - Prix spécial et prix pour le film documentaire, l'Union des cinéastes de Roumanie (2005)	<u>Profession</u> : - Réalisatrice à la Télévision Nationale - Productrice de films documentaires (« Le Mémorial de la Souffrance ») - Secrétaire générale de l'Institut pour l'Investigation des Crimes du Communisme en Roumanie (2005-2010) <u>Position politique</u> : - Militante anti FSN - Fondatrice de l'Alliance Civique - Proche du PNL - Vice-présidente du Conseil directeur de l'Académie Civique
Nicolae Noica (1943-)	- Propriétaires terriens, milieu bourgeois	- Faculté de Constructions,	<u>Profession</u> : - Ingénieur constructeur	-	<u>Profession</u> : - Homme politique

	- Père : médecin, légionnaire, arrêté et condamné en 1952. Emprisonné entre 1952-1953	Université de Bucarest	- Professeur associé à la Faculté de constructions civiles et industrielles, Université Bucarest (1969-1990) - membre du Comité Roumain d'Histoire de la Science de l'Académie Roumaine - Chef de l'Inspection pour la qualité des constructions de terrain Position politique : -		PNȚCD - Député PNȚCD (1996) - Ministre CDR des Travaux Publics et de l'Aménagement du Territoire (1996-2000) - Membre de la Commission Nationale des Monuments (1990) Position politique : - Membre PNȚCD (1992) - Membre fondateur de l'Alliance Civique - Vice-président du Conseil directeur de l'Académie Civique
Aurelian Trișcu (1924-2018)	-	- Institut d'Architecture et d'Urbanisme « Ion Mincu », Université de Bucarest - Faculté de Philosophie, Université de Bucarest	Profession - Architecte - Professeur universitaire à l'Institut d'Architecture et d'Urbanisme « Ion Mincu », Bucarest - chercheur à l'Institut d'Études du Ministère des Communications - directeur adjoint du Comité d'État pour l'Administration Locale - Expert à la Direction des Monuments Historiques - Expert au Conseil d'État pour le Patrimoine Culturel National	-	Profession : - Architecte, professeur universitaire Position politique : - Vice-président du Conseil directeur de l'Académie

			Position politique : - Signataire du Mémoire adressé à Nicolae Ceaușescu pour la sauvegarde des monastères « Mihai Vodă » et « Văcărești », que l'on souhaite démolir (1985)		Civique
Dinu Antonescu (1935-)		- Faculté de Médecine « Carol Davila », Université de Bucarest (1958) - Doctorat en sciences médicales (1970)	Profession : - Médecin, spécialiste en orthopédie, Eforie Sud, Bucarest - Assistent universitaire, Faculté de Médecine « Carol Davila », Université de Bucarest (1971-1990) Position politique : -	- Insigne d'appréciation dans le travail médical-sanitaire (1960) - Médaille l'« Effort Sanitaire » (1984) - Étoile de la Roumanie en rang de Grand Officier (2000) - L'Ordre la Couronne de la Roumanie en rang d'Officier (2014)	Profession : - Maître de conférences, Professeur, Faculté de Médecine « Carol Davila », Université de Bucarest (1990-1992) - Doyen de la Faculté de Médecine, Université de Bucarest (1992-1996) - Directeur de recherche (2001) Position politique : - Fondateur de l'Alliance Civique - Vice-président du Conseil directeur de l'Académie Civique
Armand Goșu -	-	Profession : - Faculté d'Histoire, Université de Bucarest (1991) - Doctorat en Histoire, Université de Moscou (1998) Position politique :	-	Profession : - Maître de Conférences, Faculté de Sciences Politiques, Université de Bucarest - Rédacteur à la revue *22* - Expert Commission présidentielle pour l'analyse	-

		-		de la dictature communiste en Roumanie (2006) <u>Position politique</u> : - Membre GDS - Membre du Conseil directeur de la Fondation l'Académie Civique (2011)	
Sorin Ilieşiu (1935-)	- Père : poète, professeur, licencié en Lettres et Philosophie (1938), licencié en Théologie (1945) - Mère : artiste plasticienne	- Faculté de Film et Télévision (chef de promotion), Institut d'Art Théâtral et Cinématographique, Bucarest (1979) - Doctorat en Cinématographie et Médias (2005)	<u>Profession</u> : - Directeur d'image au Studio de Cinéma « Bucarest », Buftea (1979-1990) - Membre de l'Union des Cinéastes de Roumanie (1979) - Auteurs de films de propagande communiste, de films documentaires et de films de fiction <u>Position politique</u> : - Membre PCR (1978)	- Prix de l'Union des cinéastes roumains (1992, 1994, 1996, 2003) - Prix du Festival de Film de Costineşti (1992, 1993, 1996) - Prix du Festival International de Film de Târgu-Mureş (1994) - Prix du Festival Vidéo de Tokyo (1999) - Prix du Festival du Film roumain-magyar, Sfântu-Gheorghe/Covasna (2004) - Prix du Festival International de Film DaKino, Bucarest (2003)	<u>Profession</u> : - Maître de Conférences, Université d'Art Théâtral et Cinématographique de Bucarest (1990-2008) - Conférencier à la Faculté de Journalisme et les Sciences de la communication, Université de Bucarest (1993-1994) - Conférencier, et Doyen de l'École Supérieure de Journalisme, Université de Bucarest (1995-2001) - Directeur du studio de cinéma indépendant VidéoDialog (1994-2008) - Directeur général des studios de cinéma ROFILM (2000) <u>Position politique</u> : - Membre GDS (1990) - Fondateur

					Alliance Civique (1990) - Membre du Conseil directeur de l'Académie Civique (1994) - Membre de l'Union des Forces de Droite (2000) - Membre PNL (2001) - Auteur de l'Appel pour la condamnation officielle du régime communiste comme illégitime et criminel (2006) - Membre de la CPADCR (2006)
Gheorghe Arvunescu (1922-2007)	- Orphelin depuis 1928, grandit dans la colonie pétrolière roumaine-américaine	-	<u>Profession</u> : - Ingénieur <u>Position politique</u> : - Participant Manifestation anticommuniste de la Place du Palais Royal, 8 novembre 1945 - Arrêté pour instigation contre le régime puis relâché sans procès	-	<u>Profession</u> : - Directeur exécutif de l'Académie Civique (1994-2007) <u>Position politique</u> : - Membre du Conseil directeur de l'Académie Civique (1994) - Secrétaire général de l'Alliance Civique (1993-2005)
Mișu Cârciog (1915- ?)	-	- Faculté de Droit, Université de Bucarest - Doctorat en Droit, Université de Bucarest	<u>Profession</u> : - Avocat - Fonctionnaire au Ministère de l'Économie (1944-1947) - Attaché commercial à la Légation roumaine de Rome pendant la Seconde Guerre mondiale	-	<u>Profession</u> : - Homme d'affaires en Italie, Grande-Bretagne

			Position politique : - Poursuivi par la Securitate en 1947		Position politique : - Fondateur, financeur et membre du Conseil directeur de l'Académie Civique
Traian Orban (1944-)	-	- Faculté de Médecine Vétérinaire, Cluj (1973)	Profession : - Médecin vétérinaire Position politique : - Participant et victime de la révolte contre le régime communiste, Timișoara, (1989)	-	Profession : - Médecin vétérinaire Position politiq ue : - Président de l'Association du Mémorial de la Révolution (1990) - Membre de l'Association « 17 Décembre » - Membre du Conseil directeur de l'Académie Civique
Marius Smighelsc hi (1934-)	- Le père : architecte (origines petites-bourgeoises)	- Institut d'Architect ure et d'Urbanism e « Ion Mincu », Université de Bucarest (1958) - Doctorat en Architectur e, spécialiste en acoustique architectura le	Profession : - Architecte sur différents chantiers (Ploiești, Bucarest) Position politique : -	-	Profession : - Professeur et Doyen de l'Institut d'Architecture et d'Urbanisme, Bucarest (1990) - Fondateur et vice-président de l'Union des Architectes de Roumanie (1990) Position politique : - Membre du Conseil directeur de l'Académie Civique
Gheorghe Mihai Bârlea (1952-)	-	- Faculté de Philosophie , Université de Iași (1980) - Doctorat en Sociologie,	Profession : - Professeur de secondaire - Fonctionnaire au Rectorat de l'Académie de Maramureș - Documentaliste,		Profession : - Préfet (CDR) du Département de Maramureș (1997-2000) - Sénateur du Parti Démocrate-

		Université de Iași (1993)	directeur à la Bibliothèque de Sighetu-Marmației - Poète, écrivain, membre USR <u>Position politique</u> : - Membre PCR		Libéral (PDL) (2008-2013) - Directeur du Musée de Sighet (2001-2007) <u>Position politique</u> : - Membre CDR (1992) - Membre de l'Alliance Civique (1993), PNȚCD (1995), PDL (2008) - Fondateur et membre du Conseil directeur de l'Académie Civique
Petru Iuga -	-	- L'Institut Polytechnique Université de Iași (1982) - Faculté de Mathématique - Informatique (2010) - Diplôme comptable autorisé (2011)	<u>Profession</u> : - Programmateur au Centre Territorial de Calcul Electronique, Baia Mare (1983-1990) <u>Position politique</u> : -	-	<u>Profession</u> : - Directeur d'entreprise, (1990-2000) - Président de la Fondation « Le Centre pour le Développement des Petites et Moyennes Entreprises », Sighetu-Marmației (2000-2002) - Manager exécutif, Directeur du Musée de Sighet (2002) <u>Position politique</u> : - Membre du Conseil directeur de l'Académie Civique
Ioana Boca -	-	- Faculté d'Histoire, Université Bucarest (1997) - Études	<u>Profession</u> : -	-	<u>Profession</u> : - Chercheuse, coordinatrice, Département d'histoire orale, CISC (1995-

		approfondies en Histoire contemporaine, Université de Bucarest (1998) - Doctorat en Histoire, Université de Suceava, (2006)	<u>Position politique</u> : -		2001) - Secrétaire scientifique, Directrice exécutive de l'Académie Civique (2001-2006; 2006-) - Expert CPADCR (2006) <u>Position politique</u> : - Membre du Conseil directeur de l'Académie Civique

Tableau n° 2: Les financeurs du Mémorial Sighet et leurs parents

NOM	ÉTUDES	POSITION(S) OCCUPÉE(S) AVANT LE DÉPART DE ROUMANIE	ORIENTATION POLITIQUE & ACTIVITÉS MILITANTES	PERSÉCUTION PAR LE RÉGIME COMMUNISTE ET PAYS D'EXIL	POSITION(S) OCCUPÉE(S) APRÈS LE DÉPART DE ROUMANIE
Mihai Cârciog *[93] (1915-?)	- Faculté de Droit, Université de Bucarest - Docteur en Droit, Université de Bucarest	- Avocat - Fonctionnaire au Ministère de l'Économie, attaché commercial à la Légation roumaine de Rome (1944-1947)	-	Poursuivi par la Securitate <u>Exil</u> : -1947, Italie - 1950 (aprox.), Grande-Bretagne	- Homme d'affaires
Vlad Drăgoescu (1926-2010)	- Faculté de Philosophie (interrompue)	- Étudiant	- Membre du groupe de partisans de Oltenița - Signature « Charte 77 » via Paul Goma - Militant anticommuniste	- Prisonnier politique (1949-1960) pour « subversion de l'ordre social », Pitești, Gherla, - Domicile obligatoire (Bărăgan) à partir de 1960 <u>Exil</u> : - Suisse	-
Sergiu	- Faculté de	- Journaliste	- Activiste dans	- Prisonnier	- Journaliste à

[93] (*) – indique la participation directe de la personne au financement ou aux campagnes de collecte de fonds pour le Mémorial de Sighet. Lorsque nous avons disposé de données directes sur les trajectoires des parents proches de ces acteurs, il nous a semblé pertinent de les ajouter à cette liste puisqu'elles sont révélatrices pour le *background* familial qui a contribué à leur socialisation politique.

Grossu* (1920-2009)	Philosophie et Philologie moderne, Université de Bucarest, 1948 - Institut Théologique de Bucarest	(1938-1941), rédacteur à *Basarabia*, *Transnistria* dans le cadre de la Direction de la Presse et de la Propagande dans le gouvernement Ion Antonescu, (1941-1943) - Ouvrier sur les chantiers (1960) - Fonctionnaire à l'Institut de projets pour les lamineurs, Bucarest	l'association orthodoxe fondamentaliste « Oastea Domnului » [L'Armée du Seigneur], (1948-1959), interdite en 1949 - Activiste religieux et anticommuniste	politique (1959-1962) à Jilava, Malmaison, Strâmba pour « activité religieuse interdite » et « subversion anticommuniste » Exil : - 1969, France	la revue *Catacombes* (1971-1992), à la radio TransEurope Lisbonne, à la RFE - Initiateur de la Fondation des anciens détenus politiques « Nicoleta Valeria Grossu », Bucarest
Nicoleta Valeria Grossu (1919-1996)	-	- Journaliste (en illégalité) au journal du Parti National Paysan (PNȚ) *Dreptatea* [La Justice]	- militante PNȚ (nièce de Iuliu Maniu, le président du PNȚ) - Militante anticommuniste	- Prisonnière politique sans procès (1949-1952) Exil : - 1969, France	- Journaliste - Fondatrice de l'association « Le Devoir de se Souvenir » le Goulag, Paris
Dan Mănuilă * (1931-2018)	-	- Neveu de Sabin Manuilă	-	- Exil : - 1947, États-Unis	- Vice-président Fondation « Iuliu Maniu », New-York
Sabin Mănuilă (1894-1964)	- Faculté de Médecine, Université de Budapeste - Doctorat en médecine, Université de Cluj	- Médecin, statisticien, démographe, Bucarest - Membre correspondent de l'Académie Roumaine (1938) - Fondateur de l'Institut Central de Statistique - Chef de section à l'Institut d'Hygiène et de Santé Publique - Secrétaire général au Ministère de la Santé et de la Protection Sociale (1936) - Directeur de l'Institut de Démographie et de Recensement, Bucarest - Directeur de la	- proche de Iuliu Maniu, leader PNȚ - controverses liées à sa participation à la politique antisémite du gouvernement Ion Antonescu (1941-1944)	- Exil : -1947, États-Unis	- Chercheur à l'Institute for Food Research, États-Unis - Consultant US Office of Census & Organisation Mondiale de la Santé - Membre de la Fondation « Iuliu Maniu », New-York - Activiste au sein du Comité National Roumain patronné par le roi Michel (1949) - Membre de l'Institut International de Sociologie - Membre de

		Section de Statistique de l'Institut Social Roumain - Sous-secrétaire d'État au Conseil des Ministres (après 1944)			l'Institut International de Statistique
Veturia Manuilă (1896-1986)	- Faculté de sciences, Universités de Budapeste et de Cluj (1919) - Spécialisation en sciences médicales, Fondation Rockefeller, New-York, University John Hopkins, Baltimore, Universités de Vienne, Paris, Londres, Berlin, Bruxelles	- Assistante universitaire à la Faculté de Sciences, Université de Cluj - Fondatrice et directrice de l'École Supérieure d'Assistance sociale, Bucarest (1929-1947) - Fondatrice du Service d'assistance sociale des hôpitaux et du Service d'assistance aux mineurs délinquants (1934)	- Proche d'Octavian Goga, le leader du Parti National Chrétien et Premier Ministre de la Roumanie à l'époque des lois raciales (1937-1938)	- Exil : - 1947, États-Unis	- Assistante aux services sociaux de la Fédération Internationale des Instituts Américains - Membre de la Fondation roumaine-américaine d'assistance sociale « Iuliu Maniu » (1952) - Activiste et co-fondatrice du Conseil National des Femmes en exil, États-Unis
Petru Ilica* -	-	-	-	- Exil : - États-Unis	- Membre de la Fondation pour le soutien des arts
Liliana Ilica* -	-	-	-	- Exil : -États-Unis	- Membre de la Fondation pour le soutien des arts
Maria Brătianu* (1929-2017)	-	-	- Descendante de la famille des Brătianu, fondateurs du PNL - Fille de l'historien Gheorghe I. Brătianu (1898-1953), détenu politique décédé dans la prison de Sighet - Militante anticommuniste	- Exil : - France	- Fondatrice et présidente de la Ligue pour la Défense des Droits de l'Homme en Roumanie, Paris, (1977)

Gabriela Carp* (1934-2017)	- Institut d'Arts Plastiques « Nicolae Grigorescu », Université de Bucarest	- Rédactrice aux Éditions des Arts Plastiques	-	- Exil : - 1975 (aprox.), RFA	- Collaboratrice RFE, Voice of America
Mircea Carp* (1923-)	- École de cavalerie (1942) - Spécialisation en Allemagne	- Militaire de carrière, participant décoré à la Seconde Guerre mondiale	- Militant anticommuniste	- Exclu de l'Armée pour « activités anticommunistes » (1946) Exil : - 1948, Autriche - 1951, États-Unis - 1973, RFA	- Employé de la Mission militaire américaine,Autriche - Journaliste, National Comittee for a Free Europe - Chef du Service roumain à la Radio Voice of America - Directeur RFE, Münich, section roumaine, (1979-1995)
Miron Costin* -	-	-	-	- Exil : - États-Unis	- Médecin, Los Angeles - Représentant de l'Académie Civique aux États-Unis
Anatol Mălean u* (1921-2012)	- Faculté de Droit (interrompue)	- Fonctionnaire	- Militant légionnaire	- Prisonnier politique pour « conspiration » (1958-1964) Exil : - États-Unis	-
Mihai Wurmbrand* (1939-)	-	-	-	- Parents : prisonniers politiques - Entre 1950-1953 il est élevé par des proches de sa famille (11-14 ans) Exil : - Norvège - 1966, États-Unis	- Président de la Fondation « Voice of the Martyrs », États-Unis
Richard Wurmbrand (1909-2001)	-	- Secrétaire à la Mission Anglicane pour les Juifs de Bucarest - Activiste à la	- Militant communiste en illégalité, membre du Parti Communiste de	- Arrêté à de nombreuses reprises (1933, 1934, 1948) pour « propagande bolchévique » par	- Fondateur et Président de la Fondation chrétienne « Jesus to the Communist

		Mission luthérienne de Norvège à Bucarest - Pasteur luthérien durant la Seconde Guerre mondiale	Roumanie (PCdR) - Séjour de formation politique à Moscou (1927-1929) - Participant aux grèves des Ateliers Griviţa (1933) - Juif, il se convertit au christianisme (1936)	la police politique de Carol II. Échappe à la prison en révélant aux autorités les réseaux opératifs communistes - Prisonnier politique (1950-1956 ; 1959-1964) pour « crime contre l'ordre constitutionnel » et pour « conspiration contre la classe ouvrière » Exil : - Norvège - 1966, États-Unis	World » (rebaptisée « Voice of the Martyrs ») - Militant anticommuniste
Sabina Wurmbrand (1913-2000)	- Faculté de Chimie, Université La Sorbonne, Paris	-	-	- Prisonnière politique (1950-1953) Exil : - Norvège - 1966, États-Unis	- Fondatrice de la Fondation chrétienne « Voice of the Martyrs »
Georgeta Zuberetz* -	-	-	-	-	-
Dragoș Răducanu* -	-	-	-	-	-